



Paris, le 9 juillet 2009

**Remise officielle à Nathalie Kosciusko-Morizet,
Secrétaire d'État chargée de la Prospective et du Développement de
l'économie numérique
du rapport* du Centre d'analyse stratégique sur
« la mesure du déclassement :
informer et agir sur les nouvelles réalités sociales »**

Il est devenu courant d'affirmer que « l'ascenseur social est en panne », voire qu'un « descendeur social » s'est mis en marche. Un quart des trentenaires et des quadragénaires se retrouverait plus bas dans l'échelle sociale que leurs parents. Comme le constate Nathalie Kosciusko-Morizet : « *Nous avons en mémoire une période bénie que l'on a appelée « Les Trente glorieuses ». Celle des trente années qui ont suivi la Seconde Guerre mondiale. C'est à cette époque, sans doute, que les Français ont vécu la plus formidable progression de leur niveau de vie. En comparaison, notre époque semble moins prometteuse et l'avenir de nos enfants plus incertain. La crise que nous vivons actuellement vient inévitablement renforcer ce sentiment. Reste pourtant une question essentielle : vivons-nous réellement moins bien que nos parents ?* »

Faut-il s'inquiéter de ce phénomène ? Commandé par Nathalie Kosciusko-Morizet, ce rapport propose de prendre la mesure du déclassement et de cerner ses principaux facteurs. Il fait le choix de ne pas traiter le déclassement comme un phénomène homogène. Il propose d'en séparer les multiples aspects, objectifs ou subjectifs, pour distinguer les différents leviers opérants de classement, de déclassement et de reclassement dans la société française : les dynamiques de mobilité sociale, le déclassement scolaire, la perception du niveau de vie et la situation des classes moyennes, le logement, le surendettement. Ce faisant, le rapport corrige un certain nombre d'idées reçues sur l'ampleur du phénomène.

Il apparaît en effet que le déclassement relève moins souvent des réalités objectives que du ressenti des Français, lié notamment à leur grande inquiétude face à l'avenir alors que les trajectoires de mobilité sociale ascendante restent largement majoritaires, la réussite scolaire et le diplôme demeurent toujours la meilleure garantie de progression sociale et que l'élévation du niveau de vie global ne s'est pas démentie. Le déclassement est toutefois un aiguillon pour approfondir la réforme de l'État-providence dans le sens d'une meilleure sécurisation des trajectoires de vie et donc d'une meilleure efficacité.

Au-delà des différents constats, le rapport propose des recommandations pour aider les responsables publics à réduire « le malaise autour du déclassement » qui s'observe actuellement dans l'opinion publique. Il préconise notamment de préparer la sortie de crise par le dessin d'un nouveau modèle de croissance et plus orienté vers le long terme.

A noter : voir en dernières pages du rapport **un tableau des idées reçues sur le déclassement social...**

*Rapport commandé en mars dernier par la secrétaire d'Etat au Centre d'analyse stratégique sur le sujet des multiples formes de déclassement social

Information Presse

Contact :
Caroline de Jessey
Responsable de la communication
01 42 75 61 37 – 06 21 80 35 63

Centre d'analyse stratégique
18 rue de Martignac
75700 Paris cedex 07
Téléphone 01 42 75 60 00
www.strategie.gouv.fr